

Le programme économique de Kamala Harris

Laurence NARDON
Abigail LABRECK

► Points clés

- Harris prend ses distances avec le programme économique inégalitaire de Trump, mais aussi avec l'héritage de Biden. Elle s'efforce ainsi d'apparaître comme « pro-business » afin de ne pas effrayer les électeurs modérés.
- Son projet consiste cependant à aider les classes moyennes avec des mesures sur le logement, l'enfance, la santé, les petites entreprises et le prix des produits alimentaires ; et à poursuivre les *Bidenomics* en modernisant les industries traditionnelles et en renforçant les filières innovantes.
- Pour donner suite à la réforme fiscale de Trump de 2017, Harris propose de ne pas augmenter les impôts des Américains gagnant jusqu'à 400 000 dollars, tout en veillant à ce que les individus aisés et les grandes entreprises paient davantage.
- Les critiques soulignent un manque de détails sur l'énergie propre ainsi que sur le commerce et la technologie vis-à-vis de la Chine. Ils s'inquiètent aussi du coût de ce programme – qui serait pourtant bien moins coûteux que celui de Trump, lequel inclut une réduction des impôts pour les plus riches, ainsi que l'imposition de tarifs massifs sur les biens importés.

Introduction

Depuis qu'elle a reçu la nomination démocrate suite à la décision du président Joe Biden de se retirer de la course présidentielle américaine de 2024, la vice-présidente Kamala Harris s'efforce de définir sa propre plateforme politique pour attirer les électeurs dans le temps limité qui reste avant l'élection du 5 novembre. Étant donné que l'économie est un enjeu central pour les électeurs américains, Harris a élaboré plusieurs propositions dans ce domaine.

Les indicateurs macroéconomiques aux États-Unis se sont améliorés : en septembre 2024, les entreprises ont annoncé la création de 254 000 emplois et le taux de chômage a diminué à 4,1 %. La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a rebondi à 3 % au deuxième trimestre de 2024 et les prévisions de croissance économique globale sont solides. L'inflation, qui avait atteint 9,2 % en juin 2022 et avait suscité le mécontentement des Américains, est revenue à des niveaux plus acceptables (2,5 % en août). La Réserve fédérale a réduit les taux d'intérêt de 0,5 point de pourcentage en septembre, et d'autres baisses sont prévues dans les mois à venir. Cependant, malgré ces indicateurs positifs, les sondages d'opinion montrent que l'économie est un domaine dans lequel le candidat républicain Donald Trump et le Parti républicain en général continuent d'être perçus comme plus efficaces que les Démocrates. Selon un sondage Gallup de septembre 2024, 46 % des Américains estiment que le Parti républicain est mieux à même de gérer l'économie, contre 41 % pour le Parti démocrate¹.

Compte tenu du contexte politique et de l'opinion publique, à moins d'un mois du jour des élections, que pouvons-nous comprendre du programme économique de Harris ? Dans quelle mesure a-t-elle réussi à tracer sa propre voie et à élaborer une plateforme convaincante en matière de politique économique ?

Que savons-nous jusqu'à présent ?

Un document décrivant une partie du programme de Kamala Harris a été publié le 16 août. Intitulé « Agenda pour réduire les coûts pour les familles américaines », il se concentrait sur le soutien aux familles de la classe moyenne. Cela coïncidait avec le premier grand discours de Harris sur l'économie lors d'un meeting en Caroline du Nord le 16 août. Une section sur ces questions a été ajoutée à son site de campagne le 8 septembre. Cependant, la campagne de Harris a été critiquée pour ses positions peu développées, soulignant des propositions vagues et un manque de cohésion thématique.

En réponse, Harris a prononcé un long discours sur l'économie lors d'un événement organisé le 25 septembre par le Economic Club de Pittsburgh, sur le campus de l'université Carnegie Mellon. La même semaine, la campagne Harris-Walz a publié un

1. J. Jones, « 2024 Election Environment Favorable to GOP », Gallup, 24 septembre 2024.

document d'environ 80 pages et 13 chapitres de ses priorités en matière de politique économique, intitulé « Une nouvelle voie pour la classe moyenne : un plan pour réduire les coûts et créer une économie d'opportunités ».

Relayé par des dizaines de millions de dollars de publicité de campagne, le projet économique de Harris a donc émergé avec plus de clarté. Il consiste à construire une « économie d'opportunités », définie comme une économie où chacun et chacune a la possibilité de réussir, avec une emphase particulière sur le renforcement de la classe moyenne². Harris utilise par ailleurs une rhétorique positive et tournée vers l'avenir, illustrée par son invocation du vieil adage « la meilleure façon de prédire l'avenir est de l'inventer » lors de son discours du 25 septembre³.

Au-delà de *Bidenomics* ?

La politique économique du président Biden, dite *Bidenomics*, a été un élément central de ses quatre années au pouvoir. Elle a soutenu plusieurs lois phares, à savoir le *American Rescue Plan*, l'*Infrastructure and Investment Jobs Act*, le *CHIPS and Science Act* et l'*Inflation Reduction Act* (IRA), ainsi qu'un certain nombre d'actions exécutives. En résumé, les trois principaux objectifs des *Bidenomics* étaient : 1) restaurer les perspectives de prospérité pour la classe moyenne grâce à des investissements dans les infrastructures et la relocalisation des emplois manufacturiers ; 2) engager la transition énergétique par des mesures sur l'énergie propre et la construction d'usines de véhicules et de batteries électriques ; 3) protéger les technologies américaines face à la Chine *via* des contrôles à l'exportation et des incitations fiscales pour la construction d'usines de semi-conducteurs aux États-Unis⁴.

Les annonces d'août 2024 : Aider la classe moyenne

Les politiques économiques préliminaires de Harris, présentées lors de son discours du 16 août et développées dans le document « Agenda pour réduire les coûts pour les familles américaines », ont abordé un ensemble restreint de domaines d'intervention⁵.

La fiscalité

La réforme fiscale de Donald Trump adoptée en décembre 2017, le *Tax Cuts and Jobs Act* (TCJA), a apporté plusieurs changements au code fiscal américain, dont beaucoup

2. « A New Way Forward for the Middle Class: A Plan to Lower Costs and Create an Opportunity Economy », Harris-Walz, septembre 2024.

3. « Remarks by Vice President Harris a Campaign Event, Pittsburgh, PA », Maison-Blanche, 25 septembre 2024.

4. L. Nardon, « Les *Bidenomics*: contours et critiques de la nouvelle politique économique américaine », *Potomac Papers*, n° 48, Ifri, octobre 2023.

5. « Vice President Harris Lays Out an Agenda to Lower Costs for American Families », Harris-Walz, 16 août 2024.

doivent expirer en 2025. Aucun des candidats n'a dévoilé de plans précis pour définir la suite du TCJA mais, en s'appuyant sur les positions existantes des partis, Donald Trump prorogerait sans doute l'ensemble des dispositions fiscales du TCJA. S'il était élu, il chercherait sans doute à renforcer ses efforts antérieurs pour privilégier des impôts plus faibles pour les hauts revenus et les entreprises. Il soutient l'exemption fiscale des revenus de la sécurité sociale et des pourboires, ainsi que la réduction de l'impôt sur les sociétés à 15 %.

Kamala Harris a déclaré qu'elle n'augmenterait pas les impôts pour les personnes ayant un revenu annuel inférieur à 400 000 dollars. Par conséquent, elle laisserait vraisemblablement en place les réductions d'impôts de l'ère Trump pour les Américains gagnant jusqu'à 400 000 dollars par an, tout en laissant expirer les réductions pour les hauts revenus. De manière générale, Harris vise à réduire les impôts pour les ménages modestes tout en s'assurant que les plus riches paient davantage.

De manière générale,
Harris vise à réduire les
impôts pour les ménages
modestes tout en
s'assurant que les plus
riches paient davantage.

Ainsi, Harris souhaite élargir jusqu'à 1 500 dollars le crédit d'impôt sur le revenu pour les travailleurs occupant des emplois à faible revenu. Elle a également déclaré qu'elle plaiderait en faveur d'une augmentation du salaire minimum, sans préciser l'ampleur de cette augmentation. Harris vise à éliminer l'impôt fédéral sur les pourboires, bien que ceux-ci restent soumis aux cotisations sociales. Cette élimination est un sujet sur lequel Harris et Donald Trump sont d'accord.

Harris a également aligné sa position sur la sécurité sociale avec celle de Biden, soutenant le rétablissement de la cotisation sociale sur les revenus au-delà de 400 000 dollars. Harris appuie également la proposition de Biden d'un impôt minimum pour les milliardaires, qui serait un impôt minimum de 25 % sur les ménages ayant une valeur nette supérieure à 100 millions de dollars. Elle soutient aussi l'augmentation du taux d'imposition des sociétés de 21 % à 28 %.

L'impôt sur les revenus du capital est un sujet sur lequel Harris adopte une approche plus modérée que Biden. Elle propose certes d'augmenter ce taux à 28 %, soit une hausse de 8 % par rapport au taux actuel pour ceux ayant un revenu annuel d'un million de dollars ou plus. Mais cette augmentation n'est pas aussi forte que celle proposée par Biden, à 39,6 %. Harris s'engage ici dans un équilibre délicat : elle adopte une approche plus modérée pour se présenter comme plus pro-entreprises, tout en ne s'éloignant pas trop des politiques progressistes attendues.

Les petites entreprises

Le positionnement plus « pro-entreprises » de Harris est particulièrement visible en ce qui concerne le soutien aux petites entreprises et l'aide aux entrepreneurs, considérés

par Harris comme les moteurs de l'économie américaine. Elle propose d'élargir la déduction fiscale pour les dépenses de démarrage des petites entreprises de 5 000 dollars à 50 000 dollars. De plus, elle veut minimiser les obstacles pour les petites entreprises, en facilitant leur déclaration d'impôts, l'obtention de licences et leurs activités interétatiques, en mettant particulièrement l'accent sur le soutien à l'investissement pour les individus et les communautés à faible revenu, notamment dans les zones rurales. L'objectif est d'atteindre au moins 25 millions de nouvelles demandes de création d'entreprise d'ici la fin de son premier mandat, en hausse par rapport aux 19 millions de nouvelles demandes déposées durant la présidence de Biden.

Aider les ménages modestes

L'éducation des enfants est un autre axe clé de l'agenda économique proposé par Harris, à travers le renforcement du crédit d'impôt pour enfants, qui rétablirait l'expansion du crédit d'impôt pour enfants prévue par le *American Rescue Plan Act* de 2021, pouvant atteindre jusqu'à 3 600 dollars. Elle ajouterait un crédit d'impôt pour les nouveau-nés allant jusqu'à 6 000 dollars pour les familles de la classe moyenne et à faible revenu ayant des enfants de moins d'un an. Harris vise également à offrir un meilleur accès à des services de garde d'enfants abordables, déclarant à l'Association nationale des journalistes noirs en septembre qu'aucune famille ne devrait déboursier plus de 7 % de son revenu familial pour la garde d'enfants. Selon le département du Travail des États-Unis, les familles paient actuellement jusqu'à 19,3 %⁶.

Le soutien au logement

Le logement est l'un des dossiers les plus développés et innovants de Harris. Elle souhaite fournir jusqu'à 25 000 dollars d'aide pour les primo-accédants, afin d'élargir le nombre d'acheteurs de maisons bénéficiant d'un soutien. Harris propose également la création de trois millions de nouvelles unités de logement au cours des quatre prochaines années afin de remédier à la pénurie de logements et augmenter l'offre de logements abordables. La proposition la plus intéressante est la création d'un fonds de 40 milliards de dollars pour la construction de logements innovants et pour soutenir des prix de logement plus équitables, ainsi qu'un marché du logement plus juste. Elle veut enfin interdire la fixation des prix par des algorithmes, utilisés par les propriétaires institutionnels privés pour augmenter les loyers dans les communautés.

Des soins de santé abordables

Le secteur de la santé est un domaine dans lequel des projets clairs et précis sont avancés. Bien qu'elle n'évoque plus le projet *Medicare-for-All*, qu'elle avait proposé lors

6. « Childcare Remains Out of Financial Reach for Many Families », U.S. Department of Labor, 24 janvier 2023.

de sa candidature à la présidence en 2020, Harris cherche à faire des soins de santé abordables « un droit, et non un privilège », en prolongeant des subventions plus généreuses dans le cadre de l'*Affordable Care Act*⁷. Cela inclut un plafonnement du coût mensuel de l'insuline à 35 dollars et des coûts directs pour les médicaments limités à 2 000 dollars pour tous les Américains, et pas seulement pour ceux inscrits à Medicare. Harris travaillera également avec les États pour annuler la dette médicale de millions d'Américains, s'appuyant sur des efforts entrepris durant son mandat de vice-présidente. Elle prévoit aussi de continuer les efforts de l'administration Biden-Harris pour lutter contre la mortalité maternelle. Harris s'est également engagée à protéger et à renforcer la sécurité sociale et Medicare en « faisant payer aux millionnaires et milliardaires leur juste part d'impôts »⁸.

Le prix des biens de première nécessité

Harris a exposé diverses propositions pour réduire le coût de l'alimentation pour les familles américaines. Elle prévoit de favoriser la mise en place de chaînes d'approvisionnement alimentaires plus résilientes en fournissant un soutien aux petites entreprises, aux commerçants et aux producteurs, et surtout en demandant au Congrès d'adopter la première interdiction fédérale de l'augmentation abusive des prix.

Les annonces de septembre : un accent sur l'innovation et l'industrie

La campagne Harris-Walz a publié un document d'environ 80 pages fin septembre. Harris a également pris la parole sur le campus de l'université Carnegie Mellon le 25 septembre, en mettant l'accent sur la politique industrielle et les usines dans l'État clé de Pennsylvanie. Bien qu'une grande partie du contenu reprenne des plans précédemment publiés, le document comprend de nouveaux éléments.

L'innovation et l'industrie

Parmi les chapitres les plus significatifs du document, l'un porte sur l'investissement dans l'innovation et la puissance industrielle – un domaine largement absent du premier ensemble de propositions en août. Ici, les propositions de Harris-Walz sont regroupées dans une stratégie *America Forward* conçue pour « relancer une nouvelle ère dans l'industrie américaine »⁹. C'est une stratégie en deux volets qui se concentrera à la fois sur le fer et l'acier propres, modernisant deux domaines traditionnels de l'industrie américaine ; et sur le développement et le perfectionnement de technologies émergentes

7. « A New Way Forward for the Middle Class », *op. cit.*

8. « Protect and Strengthen Social Security and Medicare », disponible sur : <https://kamalaharris.com>.

9. « A New Way Forward for the Middle Class », *op. cit.*

dans les secteurs des biotechnologies, de l'intelligence artificielle, de l'aérospatial, des centres de données et de l'énergie propre. Des crédits d'impôt *America Forward* seront mis en œuvre au niveau local pour offrir une aide à l'investissement dans les secteurs de la fabrication, de l'agriculture et de l'énergie. Les plans comprennent également des efforts pour développer la recherche, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle, avec l'idée de pérenniser le Centre national de recherche en intelligence artificielle.

La stratégie vise à stimuler la création d'emplois, à développer des industries stratégiques et à rendre les emplois de l'« économie d'opportunités » accessibles à un plus grand nombre de travailleurs sans diplôme universitaire. Concrètement, Harris propose d'éliminer l'exigence actuelle d'un diplôme de quatre ans pour environ un demi-million d'emplois fédéraux. Elle encourage le secteur privé à collaborer avec les syndicats, les écoles, les universités et les gouvernements locaux sur des programmes d'apprentissage certifiés, des préapprentissage et des partenariats de formation innovants afin de créer davantage de voies vers l'emploi industriel.

Harris s'engage également à soutenir les travailleurs syndiqués et prévoit de signer des législations en faveur des syndicats, notamment le *Protecting the Right to Organize Act* et le *Public Service Freedom to Negotiate Act*.

L'énergie propre

Le texte présente également des mesures consacrées à l'investissement dans l'énergie propre et le climat. Celles-ci incluent la poursuite de la réduction du coût de l'énergie pour les ménages, l'investissement dans des projets d'énergie propre et la création de millions de nouveaux emplois dans le secteur de l'énergie propre. Les propositions comprennent aussi la construction d'un réseau électrique plus propre, moins coûteux et plus résilient face aux catastrophes climatiques. Cependant, le chapitre sur l'énergie est bref, reprenant largement les efforts établis dans le cadre de l'IRA.

Des mesures supplémentaires pour les familles de la classe moyenne

D'autres domaines abordés comprennent la protection des consommateurs contre les escroqueries, les frais cachés et la fraude, ainsi que l'expansion du crédit d'impôt pour le logement pour les personnes à faible revenu, afin d'augmenter l'offre de logements locatifs abordables, et la création d'un nouveau crédit d'impôt pour les maisons de quartier, pour soutenir la construction de nouvelles maisons et la réhabilitation de plus de 400 000 maisons occupées par leurs propriétaires dans les communautés à faible revenu. Le document inclut également quelques idées pour construire un meilleur accès aux soins, un accès plus abordable à la garde d'enfants, aux soins à domicile pour les personnes handicapées et âgées, ainsi qu'à l'enseignement supérieur.

Ce que disent les critiques

Le coût du programme

Le Comité pour un budget fédéral responsable est une organisation basée à Washington qui regarde avec méfiance la plupart des dépenses fédérales. Dans une étude d'août 2024, le Comité estime que l'« Agenda pour réduire les coûts pour les familles américaines », publié en août par Harris, pourrait à lui seul augmenter le déficit national de 1 700 milliards de dollars au cours des dix prochaines années, une part significative de ce montant provenant du crédit d'impôt pour enfants¹⁰. Le Comité précise que ce total pourrait augmenter si certaines des mesures pour le logement proposées par Harris étaient pérennisées. La campagne de Harris a déclaré que ses propositions seraient financées par des impôts sur les entreprises et les ménages les plus riches, mais les détails sur des compensations spécifiques n'avaient pas été précisés au moment de l'analyse du Comité.

Summary of the Fiscal Effects of the Harris Agenda to Lower Costs for American Families

Policy	Ten-Year Deficit Impact
Expand CTC to \$3,000 or \$3,600 for young children	\$1.1 trillion*
Further expand CTC to \$6,000 for newborns	\$100 billion
Extend the ACA premium tax credit expansion	\$400 billion
Expand the EITC for workers without child dependents	\$150 billion
Provide a \$25,000 first-time homebuyer credit for four years	\$100 billion^
Enact additional affordable housing policies for four years	\$100 billion [†]
Lower prescription drug costs	-\$250 billion*
Total Impact of the Harris Agenda to Lower Costs for American Families	\$1.7 trillion
<i>Memo: Impact of Agenda if housing policies are made permanent</i>	<i>\$2.0 trillion</i>

*This estimate is relative to extension of the CTC and related reforms in the Tax Cuts & Jobs Act; relative to current law, the policy would cost \$1.8 trillion.

^Based on the Harris campaign's estimate of 4 million eligible homebuyers; we believe that number could be higher and lead to additional costs.

[†]Actual costs may differ based on not-yet-specified details.

*Assumes prescription drug policies from President Biden's FY 2025 budget.

Sources: CRFB estimates based in part on Joint Committee on Taxation, Congressional Budget Office, and Office of Management and Budget projections.

Le coût des propositions de Harris reste cependant bien inférieur à celui des politiques proposées par Trump. Le modèle budgétaire Penn Wharton, publié en août 2024, estime que les propositions fiscales et de dépenses de la campagne Trump entraîneraient une augmentation du déficit fédéral de 5 800 milliards de dollars au cours des dix prochaines années¹¹.

10. « The Kamala Harris Agenda to Lower Costs for American Families », Committee for a Responsible Federal Budget, US Budget Watch 2024, 16 août 2024.

11. « The 2024 Trump Campaign Policy Proposals: Budgetary, Economic, and Distributional Effects », Penn Wharton Budget Model, University of Pennsylvania, 26 août 2024.

La lutte contre les hausses de prix

Les économistes se sont montrés sceptiques par rapport à la proposition de Harris d'interdire les augmentations abusives de prix, rappelant l'échec du contrôle des prix sous l'administration Nixon dans les années 1970. Ils notent aussi que seule une très faible part de l'inflation de l'ère Biden, à laquelle Harris cherche ici à remédier, peut être attribuée à cette pratique. Cette proposition serait donc probablement abandonnée par une administration Harris.

Climat et énergie propre

La position de Harris sur la fracturation hydraulique est un autre domaine qui a suscité des réactions. En 2019, alors qu'elle était sénatrice de Californie, Harris s'est dite favorable à l'interdiction de la fracturation hydraulique. Elle s'engage désormais à ne pas l'interdire et assure qu'elle a tenu cette position depuis qu'elle a rejoint le ticket de Biden en 2020. Elle explique que, grâce à l'IRA, les États-Unis produiront à terme suffisamment d'énergie propre pour que la fracturation ne soit plus nécessaire. La campagne de Trump en a profité pour dénoncer les positions changeantes de Harris.

La menace chinoise

La majeure partie de l'agenda économique de Harris se concentre sur un nombre restreint de sujets, avec peu de références à d'autres domaines critiques tels que la politique commerciale et les tarifs douaniers, la défense des technologies ou le rôle des États-Unis dans la compétition mondiale. La campagne n'a fait que de brèves allusions aux concurrents étrangers, notant la nécessité de créer des conditions équitables avec la Chine et d'autres pays. Une fois élue, il est probable que Harris s'alignerait sur les positions de l'ère Biden concernant les politiques commerciales et technologiques vis-à-vis de la Chine. Pendant ce temps, Trump adopte des positions beaucoup plus agressives sur ces questions, affirmant que, s'il est élu, d'énormes droits de douane seront imposés sur les produits chinois, au détriment possible des consommateurs américains.

Quelle est l'essence des « Kamalanomics » ?

Le texte publié fin septembre a souligné le désir de la candidate d'apparaître comme pro-entreprises et pro-business. Harris se qualifie ainsi de « capitaliste » et promet d'adopter une approche pragmatique. Elle a également déclaré qu'elle n'était « pas contrainte par l'idéologie », suggérant une certaine indépendance par rapport à l'agenda politique de

Biden afin d'éviter d'être étiquetée comme trop à gauche¹². Lorsqu'elle a évoqué les investissements dans les infrastructures, Harris a rappelé l'héritage de plusieurs présidents qui s'étaient battus sur ce sujet, sans mentionner Biden dans la liste.

En même temps, Harris souligne aussi les contrastes entre ses propositions politiques et celles de Trump et du Projet 2025. Dans son programme, des paragraphes en rouge concluent chaque chapitre, détaillant la manière dont ses propositions divergent des plans républicains. Par exemple, à propos de ses projets pour réduire les coûts pour les familles, un paragraphe de conclusion indique que Trump n'a aucun plan comparable. Au contraire, les prix pourraient grimper de 4 000 dollars par an pour les familles sous une administration Trump, en raison des droits de douane que son administration appliquerait sur les biens importés.

Kamala Harris s'efforce de présenter une vision économique différente à la fois de celle de Donald Trump et de celle du président Biden. Le résultat est une position qui semble plus modérée et favorable aux entreprises que celle de Biden, et qui met l'accent sur l'avenir plutôt que sur le passé en matière de politique économique – un choix rhétorique intentionnel dirigé contre Trump.

À moins d'un mois des élections, il reste néanmoins impossible de savoir si les efforts de Harris porteront leurs fruits et si son programme économique deviendra réellement le « Nouveau chemin à suivre » pour les États-Unis

12. N. Nehamas et R. J. Epstein, « Harris Casts Herself as a Pro-Business Pragmatist in a Broad Economic Pitch », *The New York Times*, 25 septembre 2024.

Laurence Nardon est responsable du programme Amériques de l'Ifri.

Abigail LaBreck est collaboratrice du programme Amériques de l'Ifri.

Comment citer cette publication :

Laurence Nardon et Abigail Labreck, « Le programme économique de Kamala Harris »,
Briefings de l'Ifri, Ifri, 7 octobre 2024.

ISBN : 979-10-373-0924-2

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2024

Couverture : © Iev Radin/Shutterstock.com



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

lfri.org

